

— Instruction du 8 mars 1994 du SLF relative au régime juridique et fiscal de la société par actions simplifiée .....	356
---	-----

#### V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT

Société à responsabilité limitée : capital social, augmentation de capital par compensation de créance, formalités obligatoires (non), prudence nécessaire (oui) .....	359
Société d'exercice libéral à responsabilité limitée : SELARL : licéité des apports en industrie dans les conditions de droit commun : exploitation en commun d'un fonds de commerce .....	360
Fiscalité : impôt sur la fortune et biens professionnels : sort des biens des dirigeants ou propriétaires d'entreprises recueillis dans le cadre d'une succession .....	360
Fiscalité : plus-values et report d'imposition : condition du droit au report d'imposition en cas de transmission à titre gratuit de la nue-propriété des parts ou actions de l'associé à une personne physique .....	361

#### VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages .....	363
Bibliographie thématique : La société par actions simplifiée ...	365
Actualités bibliographiques : Articles et notes de jurisprudence	367
Sélection d'ouvrages et de monographies .....	381
Thèses de doctorat .....	382

#### VII. — INFORMATIONS

Le contrôle des concentrations en 1993 : Bilan quantitatif .....	383
Les privatisations depuis 1986 .....	383

<i>Sociétés en général</i> , dirigeant, responsabilité civile, conditions, faute, faute de gestion, Paris, 25 <sup>e</sup> ch. B, 4 févr. 1994 .....	336
<i>Sociétés en général</i> , dissolution judiciaire, régime, arbitrage, Colmar, 21 sept. 1993 .....	336
<i>Sociétés en participation</i> , dissolution, cause, décès d'un associé, Versailles, 13 <sup>e</sup> ch., 3 févr. 1994 .....	337

#### IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Loi n° 94-89 du 1 <sup>er</sup> février 1994 instituant une peine incompressible et relative au nouveau Code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale ( <i>extraits</i> ) .....	339
— Décret n° 94-174 du 23 février 1994, modifiant le décret n° 81-257 du 18 mars 1981, modifié créant des centres de formalités des entreprises .....	339
— Décret n° 94-175 du 28 février 1994, modifiant le décret n° 68-23 du 3 janvier 1968 portant organisation administrative et financière de la Commission des opérations de bourse .....	340
— Décret n° 94-195 du 8 mars 1994, pris pour l'application de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 de privatisation .....	341
— Décret n° 94-196 du 8 mars 1994, autorisant la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) à transférer au secteur privé la majorité du capital social de la société études réalisations accessoires mécaniques (ERAM) .....	341
— Décret du 6 avril 1994, pris pour l'application de l'article 39 de la loi de finances rectificative pour 1993, n° 93-1353 du 30 décembre 1993 .....	341
— Arrêté du 1 <sup>er</sup> mars 1994, portant homologation de modifications du règlement général du Conseil des bourses de valeurs relatives aux marchés des options négociables .....	342
— Arrêté du 9 mars 1994, portant homologation du règlement de la Commission des opérations de bourse sur les fonds communs de créances .....	345
— Arrêté du 15 mars 1994, relatif aux conditions de réduction des demandes d'actions Elf-Aquitaine présentées par les salariés et anciens salariés .....	353
— Décret n° 94-282 du 5 avril 1994, pris pour l'application de l'article 209 B du Code général des impôts .....	353

VII. — *Redressement et liquidation judiciaires*

- Redressement et liquidation judiciaires, groupe de sociétés, absence de fictivité ou de confusion des patrimoines, cessation des paiements de chaque société, Cass. com. 5 avril 1994, note Yves GUYON ..... 318
- Comblement du passif, franchiseur, dirigeant de fait, immixtion excessive dans la gestion (oui), poursuite de l'activité déficitaire, faute de gestion (oui), Cass. com. 9 nov. 1993, note Philippe LE TOURNEAU 321
- Redressement judiciaire, SCI, société d'exploitation, confusion de patrimoine, caractérisation, unicité de la procédure (oui), arrêt du plan de redressement, décision statuant sur une demande au sens de l'article 463 NCPC (non), unicité du plan (oui), Cass. com. 12 oct. 1993, note Bernard SAINTOURENS ..... 326

## III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON ..... 333
- Association*, liberté d'association, association communale de chasse agréée, Cass. 3<sup>e</sup> civ., 16 mars 1994 ..... 333
- Groupement d'intérêt économique*, objet, concurrence, pratique anti-concurrentielle, GIE dissous, Conseil conc., décision n° 94 DC 02 .. 333
- Groupement d'intérêt économique*, objet, professions libérales, licéité, Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 janv. 1994 ..... 334
- Sociétés anonymes*, directeur général, cessation des fonctions, révocation, dommages-intérêts (non), Paris, 3<sup>e</sup> ch. B, 25 févr. 1994 ..... 334
- Sociétés anonymes*, administrateur et président du conseil d'administration, cessation des fonctions, révocation, caractère abusif et vexatoire, Paris, 3<sup>e</sup> ch. B, 8 avril 1994 ..... 334
- SARL*, apports, apports en industrie, associé, contrat de travail, Paris, 4<sup>e</sup> ch. A, 15 févr. 1994 ..... 335
- SARL*, dissolution, cause, pertes, fonds propres inférieurs à la moitié du capital, action d'un créancier, Paris, 3<sup>e</sup> ch. B, 18 févr. 1994 .. 335
- Sociétés en général*, dirigeant, cessation de fonctions, publicité, défaut, redressement judiciaire, sanctions personnelles (non), Paris, 3<sup>e</sup> ch. A, 18 janv. 1994 ..... 336

# revue des sociétés

BIBLIOTHÈQUE	
Colza	2
Estime	84
Table	

DA|LOZ

II. — *Sociétés à responsabilité limitée*

- Société à responsabilité limitée, mise en harmonie du capital social avec la loi du 1<sup>er</sup> mars 1984, convocation des associés, carence des associés, dissolution sollicitée par le gérant, responsabilité des associés (non), convocation tardive, assignation en dissolution postérieure à la loi du 6 juillet 1984, Cass. com. 4 janv. 1994, note Marianne LECÈNE-MARÉNAUD . . . . . 288

III. — *Sociétés anonymes*

- Société anonyme, président du conseil d'administration, directeur général salarié, nomination (non), Cass. com. 22 juin 1993, note Yves CHARTIER . . . . . 292

IV. — *Sociétés coopératives*

- Société coopérative, exclusion d'un associé, assemblée générale, assistance d'un avocat (non), délibération, motivation (oui), Cass. 1<sup>re</sup> civ. 16 juin 1993, note Yves CHARTIER . . . . . 295

V. — *Droit pénal des sociétés*

- Société anonyme, liquidation, cession de tout ou partie de l'actif, action civile, actionnaire, Cass. crim. 8 nov. 1993, note Bernard BOULOC 298
- Société, dirigeant, responsabilité pénale, force majeure, retrait de l'appui bancaire (non), Cass. crim. 11 oct. 1993, note Bernard BOULOC 300
- Banqueroute, action civile, recevabilité, action d'un créancier, conditions, Cass. crim. 11 oct. 1993, note Bernard BOULOC . . . . . 303

VI. — *Droit fiscal*

- Sociétés, liberté d'établissement, impôts indus, remboursement, majorations, discrimination, résidence fiscale, exemption, incidence (non), CJCE 13 juillet 1993, note Emmanuel KORNPORST . . . . . 307

# TABLE DES MATIÈRES

N° 2-1994

## I. — DOCTRINE

- La société par actions simplifiée ..... 205
  - Présentation générale de la SAS par Yves GUYON ..... 207
  - Les associés de la SAS par Michel JEANTIN ..... 223
  - Les dirigeants de la SAS par Paul LE CANNU ..... 239
- Recours des créanciers sociaux à l'encontre des gérants d'une société allemande par Kurt G. WEIL et Fabienne PUIS ..... 257

## II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

### I. — Sociétés en général

- Droits sociaux, cession, évaluation, méthode déterminée par les parties, actif net comptable, capital social, experts-comptables, fixation de prix par un tiers (non), Cass. com. 23 nov. 1993, note Dominique RANDOUX ..... 275
- Droits sociaux, nu-propriétaire, qualité d'associé (oui), participation aux assemblées générales, suppression statutaire (non), Cass. com. 4 janv. 1994, note Marianne LECÈNE-MARÉNAUD ..... 278
- Société, société en participation, caractérisation, qualification des relations contractuelles, prise en compte d'éléments postérieurs au début des engagements des parties (oui), *affectio societatis* (non), versement d'argent, apport (non), prêt (oui), note sous Cass. com. 12 oct. 1993, note Françoise BÉNAC-SCHMIDT ..... 283